Droit de TIMBRE
payé sur état
Autorisation du 1/06/82

Dépot au Greffe le :

- 6 JUIL. 2001
TRIBUNAL de COMMERCE
de MACON

Ducastel SAAL
B 342 287 828
87 B 119

EXPEDITION : CESSION PARTS SOCIALES BODILLARD / SEGUIN - GELIN - PORNON du 6 avril 2001

L'AN DEUX MIL UN
Le SIX AVRIL

Maître Michel RIVON, notaire associé de la Société Civile Professionnelle, titulaire de l'Office Notarial de FEILLENS (AIN), 1274 Grande Rue, soussigné

a reçu le présent acte authentique de **CESSION DE PARTS SOCIALES,** à la requête des personnes ci-après identifiées,

IDENTIFICATION DES PARTIES

Les personnes requérantes, parties au présent acte, sont:

1°/ Monsieur Gérard BODILLARD et Madame Paulette Marie Thérèse JAYET, son épouse, demeurant ensemble à SANCE (SAONE ET LOIRE), 25, Rue de la Fontaine,

Nés : Monsieur BODILLARD à SAINT JEAN SUR VEYLE (AIN), le 19 septembre 1944,

Madame BODILLARD à MACON (SAONE ET LOIRE), le 22 juillet 1946,

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de SANCE (SAONE ET LOIRE), le 23 avril 1966 ; régime matrimonial non modifié.

Ci-après parfois dénommés sous le vocable: "LE CEDANT"

2°/ Monsieur Jean Gérard SEGUIN, demeurant à MACON (SAONE ET LOIRE), 175, rue Rambuteau,

Né à CHATEAU CHINON (NIEVRE), le 14 août 1946,

RC 46
BE B.P.
GS EM

Epoux de Madame Janine Marie Louise Pierrette THEVENIAU, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale de biens, réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CHATEAU CHINON (NIEVRE), le 27 décembre 1971 ; régime matrimonial non modifié.

3°/ Madame Monique Marguerite PORNON, épouse de Monsieur Michel GELIN, demeurant à SALORNAY SUR GUYE (SAONE ET LOIRE), "Les Ravorys",

Née à CLUNY (SAONE ET LOIRE), le 18 mars 1959,

Mariée avec ledit Monsieur GELIN sous le régime de la communauté légale de biens, réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de SAINT ANDRE LE DESERT (SAONE ET LOIRE), le 25 août 1979 ; régime matrimonial non modifié.

4°/ Madame Georgette MICHELET, veuve de Monsieur André PORNON, demeurant à SAINT ANDRE LE DESERT (SAONE ET LOIRE), "Marchiseuil",

Née à MACON (SAONE ET LOIRE), le 22 mars 1938,

Ci-après parfois dénommés sous le vocable: " LE CESSIONNAIRE"

PRESENCE OU REPRESENTATION

Le CEDANT est présent,

Le CESSIONNAIRE est présent à l'exception de Madame PORNON née MICHELET Georgette, représentée par Madame Edith MINGRET, domiciliée à FEILLENS (AIN), 1274, Grande Rue,

ici présente,

en vertu des pouvoirs qu'elle lui a conférés suivant acte sous seing privé demeuré ci-annexé après mention.

DENOMINATION - SOLIDARITE

Les dénominations "LE CEDANT" et "LE CESSIONNAIRE", s'appliqueront indifféremment soit aux personnes désignées sous chacun de ces vocables qui, si elles sont plusieurs, agiront solidairement entre elles, soit à leur représentant.

DESIGNATION DE LA SOCIETE EMETTRICE

La Société à Responsabilité Limitée dénommée "DUCASTEL SARL", au capital de 50 000 F., divisé en 500 parts sociales de 100 F. de valeur nominale, dont le siège est à MACON (SAONE ET LOIRE), 197, Quai Lamartine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro B 342 287 828,

RC MB
RG B.P. GS EM

et ayant pour objet la réalisation de prestations administratives, l'administration de biens, l'agence immobilière.

Les parts dont il est question ci-dessus ne sont représentées par aucun titre.

La Société est gérée et administrée par Monsieur Jean Gérard SEGUIN, partie au présent acte, sus nomme.

CESSION DE PARTS SOCIALES

Le CEDANT cède sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière,
au CESSIONNAIRE qui accepte,
les quantités de parts ci-après précisées,

SAVOIR :

a) au profit de Monsieur Jean Gérard SEGUIN :

125 parts, numérotées 251 à 375,

b) au profit de Madame Marguerite GELIN :

124 parts, numérotées 376 à 499,

c) au profit de Madame Georgette PORNON :

1 part numérotée 500.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées dépendent de la communauté d'entre les époux BODILLARD – JAYET, pour Monsieur BODILLARD en avoir fait l'acquisition, de Monsieur Philippe DUCASTEL et Madame Fabienne DIOT, son épouse, demeurant à HURIGNY (SAONE ET LOIRE), aux termes d'un acte sous seing privé en date à MACON du 28 février 1990, enregistré.

JOUISSANCE

"LE CESSIONNAIRE" aura la jouissance des parts présentement cédées, rétroactivement à compter du 1er janvier 2001.
A partir de cette date, il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

AC HG
BG B.P. GS EN

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **TROIS CENT MILLE FRANCS ..... 300 000 F.**

s'appliquant :

- aux parts acquises par Monsieur SEGUIN, à concurrence de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS ..... 150 000 F.
- aux parts acquises par Madame GELIN, à concurrence de CENT QUARANTE HUIT MILLE HUIT CENT FRANCS ..... 148 800 F.
- à la part acquise par Madame PORNON, à concurrence de MILLE DEUX CENT FRANCS ..... 1 200 F.

Egalité : ..... 300 000 F.

Lequel prix, le CESSIONNAIRE a payé comptant, par la comptabilité du notaire soussigné, au CEDANT qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE,

Ce paiement a eu lieu par la comptabilité du notaire soussigné.

CESSION DE CREANCE

Par ces mêmes présentes, le CEDANT cède sans autre garantie que celle de son existence et de la solvabilité de la société émettrice débitrice, à Madame PORNON, qui accepte, **la somme de CENT MILLE FRANCS (100 000 F.)** sur celle de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE SOIXANTE QUINZE FRANCS ET TRENTE SIX CENTIMES (225 075,36 F.), montant de sa créance en compte courant contre ladite Société.

A l'effet de quoi, le CEDANT met et subroge Madame PORNON, CESSIONNAIRE, sans autre garantie que celle sus-exprimée, dans tous les droits et actions résultant à son profit de sa qualité de créancier de ladite société émettrice.

Laquelle somme a été payée comptant, ainsi que le CEDANT le reconnaît et en consent bonne et valable quittance à Madame PORNON, CESSIONNAIRE,

DONT QUITTANCE,

Ce paiement a eu lieu par la comptabilité du notaire soussigné.

RC MG
BG B.P. GS EN

En outre, le CEDANT reconnaît que le solde de sa créance en compte courant, soit la somme de CENT VINGT CINQ MILLE SOIXANTE QUINZE FRANCS ET TRENTE SIX CENTIMES (125 075,36 F.), lui a été remboursé ce jour par la Société, ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné.

Il en consent bonne et valable quittance à ladite société.

AGREMENT

Le projet des présentes cessions a été notifié aux associés et les cessionnaires ont été agréés par décision du 5 avril 2001, dont une copie certifiée conforme est demeurée ci-annexée après mention.

La délibération des associés qui se sont prononcés à l'unanimité en faveur du projet de cession a été mentionnée au registre des délibérations de la société.

NON CONCURRENCE

Le CEDANT s'interdit de s'intéresser directement ou indirectement, pendant une durée de 5 ans à compter de ce jour et dans un rayon de 10 kilomètres à vol d'oiseau, à l'exploitation de tout fonds de commerce similaire à celui exploité par la société émettrice.

GARANTIE

Le CEDANT n'étant pas le gérant de la société émettrice ne garantit au CESSIONNAIRE que l'existence des parts sociales cédées.

Le CEDANT et le gérant déclarent que les comptes annuels enregistrent la totalité des opérations réalisées et, le cas échéant, des opérations en cours, dans le cadre d'une gestion normale en conformité des lois et règlements, et que lesdits comptes ont été établis dans le respect des normes comptables.

Ils déclarent en outre que le prix des parts cédées a été déterminé en fonction des comptes du dernier exercice, qui a été clôturé le 31 décembre 2000.

INTERVENTIONS

Aux présentes est à l'instant intervenu :

Monsieur René CHAMBARD, Clerc de Notaire, domicilié à FEILLENS (AIN), 1274, Grande Rue,

RC MK
BG B.P. 95 EN

agissant au nom et comme mandataire, en vertu des pouvoirs qu'ils lui ont conférés suivant actes sous seing privé demeurés ci-annexés après mention, de :

Madame Janine Marie Louise Pierrette THEVENIAU, épouse commune en biens de Monsieur Jean Gérard SEGUIN, demeurant à MACON (SAONE ET LOIRE), 175, Rue Rambuteau,

Monsieur Michel GELIN, époux commun en biens de Madame Monique Marguerite PORNON.

LEQUEL, ès-qualités, reconnaît que Madame GELIN et Monsieur SEGUIN, leur conjoint respectif, les ont avertis en application de l'article 1832-2 du Code Civil de leur intention d'acquérir les parts faisant l'objet des présentes, et d'en payer le prix au moyen de deniers communs.

Il déclare, ès-qualités, que Monsieur GELIN et Madame SEGUIN entendent ne pas vouloir être personnellement associés et qu'en conséquence, cette qualité sera reconnue seulement à Monsieur SEGUIN et à Madame GELIN, pour la totalité des parts acquises par chacun d'eux.

PUBLICITE

Monsieur Jean Gérard SEGUIN, partie au présent acte, et gérant en exercice de la société émettrice de parts, déclare au notaire soussigné, ainsi qu'aux parties, qu'il accepte la présente cession de parts sociales et la reconnaît opposable à la société.

Les formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce du présent acte seront effectuées à la diligence du notaire soussigné.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes incomberont aux cessionnaires, à proportion du prix des parts acquises par chacun d'eux.

DECLARATIONS DIVERSES

LE CEDANT déclare :

qu'il n'existe de son chef, aucun obstacle, ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la libre disposition des parts par lui présentement cédées,

et que lesdites parts sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du CESSIONNAIRE.

RC 91b
BG B.P. 95 en

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite s'il y avait lieu, domicile est élu par les parties en leur demeure respective.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ;

Elles reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

De son côté, le Notaire soussigné affirme, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix de cession.

DONT ACTE sur SEPT PAGES

La lecture du présent acte a été donnée aux parties, et les signatures de celles-ci sur ledit acte recueillies par le notaire soussigné.

FAIT ET PASSSE A FEILLENS, en l'Office Notarial désigné en tête des présentes,

LES JOURS, MOIS ET AN SUS-INDIQUES,

Et le notaire a signé le même jour, le présent acte contenant :

- mots nuls : NEANT
- nombres nuls : NEANT
- lignes écrites nulles : NEANT
- lignes en blanc bâtonnées : NEANT
- blancs barrés : NEANT
- renvois : NEANT

Enregistré à
le 19 AVR. 2021
Bord 103 328 95
Reçu quatorze mille quatre cents francs

L'Agent [illegible],
E. [illegible]

Annexé à la minute d'un acte
reçu par Me Michel RIVON
Notaire associé à Feillens
soussigné, le 6 avril 2001

LA SOUSSIGNEE :

Madame Georgette MICHELET, veuve de Monsieur André PORNON, demeurant à SAINT ANDRE LE DESERT (SAONE ET LOIRE), "Marchiseuil",
Née à MACON (SAONE ET LOIRE), le 22 mars 1938,

Ci-après parfois dénommée "LE CONSTITUANT"

"LE CONSTITUANT" CONSTITUE POUR SON MANDATAIRE :

Madame Edith MINGRET, Clerc de Notaire, domiciliée à FEILLENS (AIN), 1274, Grande Rue,

A qui il donne pouvoir de, pour lui et en son nom,

I - ACQUERIR des époux Gérard BODILLARD – Paulette JAYET, demeurant à SANCE (SAONE ET LOIRE), 25, Rue de la Fontaine, moyennant le prix et sous les charges et conditions que la mandataire jugera convenables,

une part sociale de la Société à Responsabilité Limitée dénommée "DUCASTEL SARL", au capital de 50 000 F., divisé en 500 parts sociales de 100 F. de valeur nominale, dont le siège est à MACON (SAONE ET LOIRE), 197, Quai Lamartine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro B 342 287 828,

Convenir et arrêter toutes les charges et conditions de la cession ;

Obliger le CONSTITUANT à leur exécution; exiger toutes justifications, se faire remettre tous titres et pièces, en donner décharge ;

II – ACQUERIR sans autre garantie que celle de son existence et de la solvabilité de la société ci-dessus nommée, la créance en compte courant des mêmes époux BODILLARD contre cette dernière, à concurrence de la somme de CENT MILLE FRANCS (100 000 F.) ;

Accepter toute subrogation à cet effet ;

Faire toutes déclarations sur l'état civil et la pleine capacité du CONSTITUANT ;

GP

Payer le prix de ces acquisitions au comptant ; en retirer quittance ;

Faire également toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix, et toutes déclarations nécessaires au point de vue fiscal.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer en tout ou partie, et, généralement faire le nécessaire.

A SAINT ANDRE LE DESERT, le 31 Mars 2001.

DUCASTEL SARL
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 50.000 francs
Siège social : 197, Quai Lamartine
71000 MACON

RCS MACON B 342.287.828

Annexé à la minute d'un acte reçu par Me Michel RIVON Notaire associé à Feillens soussigné, le 6 avril 2001

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 5 AVRIL 2001

Procès-Verbal de délibérations

Le 5 Avril 2001,
A 17 heures,
Au siège social,

Les associés de la Société "*DUCASTEL SARL*" au capital de 50.000 francs, divisé en 500 parts de 100 francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents :

* Monsieur Gérard SEGUIN Propriétaire de 250 parts sociales	250 parts
* Monsieur Gérard BODILLARD Propriétaire de 250 parts sociales	250 parts
Total des parts présentes **sur les 500 parts composant le capital social**	**500 parts**

Tous les associés étant présents, l'assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Gérard SEGUIN préside la réunion en sa qualité de gérant associé.

.../...

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

**** Autorisation de cessions de parts ; Agrément de nouveaux associés,***
**** Modification corrélative des statuts sous réserve de la réalisation des cessions de parts,***
**** Pouvoirs en vue des formalités.***

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

* une copie de la lettre de convocation des associés,
* le rapport de la gérance,
* le texte des résolutions proposées.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du Décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Gérance.

Enfin, Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par Monsieur Gérard BODILLARD de céder 250 parts sociales, soit la totalité des parts lui appartenant dans le capital de la société, à :

- Monsieur Gérard SEGUIN
  Demeurant : 175 Rue Rambuteau à MACON (71),
  Déjà associé de la Société,
  A concurrence de 125 parts sociales.

- Madame Marguerite PORNON, épouse de Monsieur Michel GELIN,
  Demeurant : « Les Ravarys » à SALORNAY SUR GUYE (71)
  A concurrence de 124 parts sociales.

- Madame Georgette MICHELET, veuve de Monsieur André PORNON,
  Demeurant : « Marchiseuil » à SAINT ANDRE LE DESERT (71),
  A concurrence de 1 part sociale.

Autorise ces cessions de parts et agrée expressément Mesdames GELIN et PORNON en qualité de nouvelles associées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence de la résolution précédente, sous réserve de la réalisation des cessions de parts projetées, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où ces cessions seront rendues opposables à la société.

Article 7 : ***Capital***

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 francs), divisé en CINQ CENTS PARTS SOCIALES (500 parts sociales) de CENT FRANCS (100 francs) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500, et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

* A Monsieur Gérard SEGUIN,
à concurrence TROIS CENT SOIXANTE QUINZE PARTS SOCIALES (375 parts sociales) numérotées de 1 à 375
ci,..... 375 parts

* A Madame Marguerite GELIN,
à concurrence CENT VINGT QUATRE PARTS SOCIALES (124 parts sociales) numérotées de 376 à 499
ci,..... 124 parts

.../...

* A Madame Georgette PORNON,
à concurrence de UNE PART SOCIALE
(1 part sociale)
portant le numéro 500
ci..... 1 part

*** Total égal au nombre de parts composant le capital social soit CINQ CENTS parts sociales, ci..... 500 parts**

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés présents, après lecture.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

Le Gérant : Mr G. SEGUIN



Annexé à la minute d'un acte
reçu par Me Michel RIVON
Notaire associé à Feillens
soussigné, le 6 avril 2001

LA SOUSSIGNEE :

Madame Janine Marie Louise Pierrette THEVENIAU, épouse de Monsieur Jean Gérard SEGUIN, demeurant à MACON, 175, Rue Rambuteau,

Ci-après parfois dénommée "LE CONSTITUANT"

"LE CONSTITUANT" CONSTITUE POUR SON MANDATAIRE :

Monsieur René CHAMBARD, Clerc de Notaire, domicilié à FEILLENS (AIN), 1274, Grande Rue,

A qui il donne pouvoir de, pour lui et en son nom,
PRENDRE CONNAISSANCE et intervenir à un acte à recevoir par Maitre Michel RIVON, notaire à FEILLENS, qui contiendra

CESSION par Monsieur Gérard BODILLARD et Madame Paulette JAYET, son épouse, au profit dudit Monsieur Jean Gérard SEGUIN de 125 parts sociales de la Société à Responsabilité Limitée dénommée "DUCASTEL SARL", au capital de 50 000 F., divisé en 500 parts sociales de 100 F. de valeur nominale, dont le siège est à MACON (SAONE ET LOIRE), 197, Quai Lamartine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro B 342 287 828,

reconnaître avoir été averti depuis un certain déjà du projet de cette cession,

déclarer, que bien que le prix de ces parts soit réglé à l'aide de deniers dépendant de la communauté existant entre elle et son mari, à provenir d'un emprunt, ne pas vouloir devenir personnellement associée de la Société "DUCASTEL SARL",

faire toutes déclarations sur l'état civil et la pleine capacité du CONSTITUANT .

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer en tout ou partie, et, généralement faire le nécessaire.

A MACON,
Le 2 Avril 2001.

Annexé à la minute d'un acte
reçu par Me Michel RIVON
Notaire associé à Feillens
soussigné, le 6 avril 2001

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Michel GELIN, demeurant à SALORNAY SUR GUYE (SAONE ET LOIRE), "Les Ravarys", époux de Madame Monique Marguerite PORNON.

Ci-après parfois dénommé "LE CONSTITUANT"

"LE CONSTITUANT" CONSTITUE POUR SON MANDATAIRE :

Monsieur René CHAMBARD, Clerc de Notaire, domicilié à FEILLENS (AIN), 1274, Grande Rue,

A qui il donne pouvoir de, pour lui et en son nom,
PRENDRE CONNAISSANCE et intervenir à un acte à recevoir par Maitre Michel RIVON, notaire à FEILLENS, qui contiendra

CESSION par Monsieur Gérard BODILLARD et Madame Paulette JAYET, son épouse, au profit de Madame GELIN née PORNON de 124 parts sociales de la Société à Responsabilité Limitée dénommée "DUCASTEL SARL", au capital de 50 000 F., divisé en 500 parts sociales de 100 F. de valeur nominale, dont le siège est à MACON (SAONE ET LOIRE), 197, Quai Lamartine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MACON sous le numéro B 342 287 828,

reconnaître avoir été averti depuis un certain déjà du projet de cette cession,

déclarer, que bien que le prix de ces parts soit réglé à l'aide de deniers dépendant de la communauté existant entre lui et son épouse, ne pas vouloir devenir personnellement associé de la Société "DUCASTEL SARL",

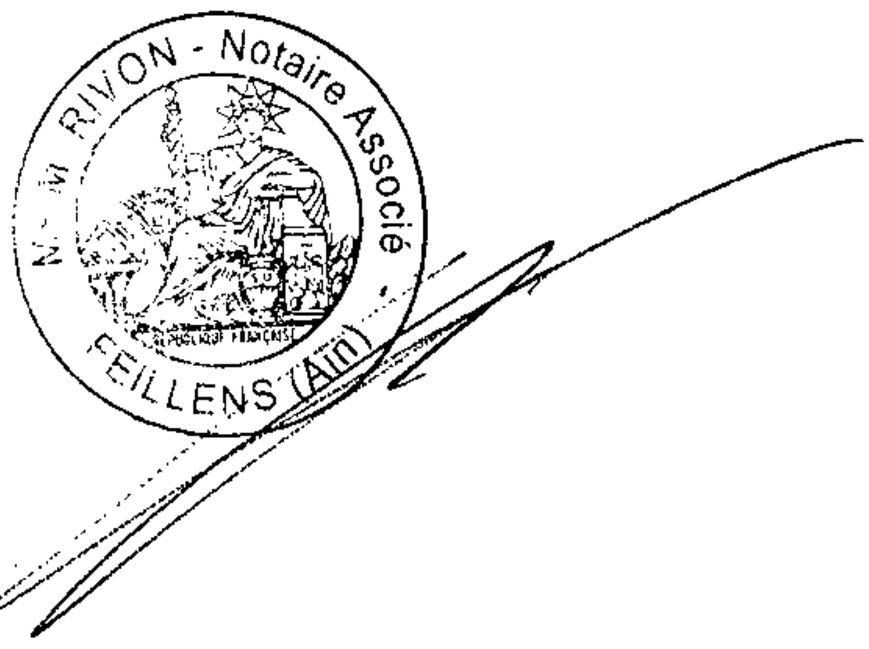
faire toutes déclarations sur l'état civil et la pleine capacité du CONSTITUANT .

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer en tout ou partie, et, généralement faire le nécessaire.

A SALORNAY SUR GUYE,
Le 2 Avril 2001.

POUR EXPÉDITION

Rédigée sur seize pages,
réalisée par reprographie délivrée par le Notaire associé soussigné, et certifiée par lui conforme à l'original.



STATUTS

Dépot au Greffe le :

- 6 JUIL. 2001

TRIBUNAL de COMMERCE
de MACON

◆ ◆ ◆

DUCASTEL SARL

Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 50.000 francs

Siège social : 197, Quai Lamartine

71000 MACON

RCS MACON B.342.287.828

◆ ◆ ◆

STATUTS MODIFIES PAR UNE AGE EN DATE DU 5 AVRIL 2001
(Cession de parts sociales)

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE
SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 : FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après désignées et celles qui pourraient être ultérieurement créées une société à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet la réalisation de prestations administratives et location de matériels nécessaires à la gestion des entreprises, l'administration de biens, l'agence immobilière.

La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce se rapportant à l'activité spécifiée.

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou entreprises commerciales pouvant se rattacher à l'objet social.

Toutes opérations quelconques, contribuant ou accessoires à la réalisation de l'objet social.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale "DUCASTEL SARL".
Les actes et documents émanant de la société indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 197, QUAI LAMARTINE - 71000 MACON.
Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés, en conformité de l'article 19 alinéa 6.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL
AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été fait par les associés fondateurs des apports en numéraire d'un montant de 50 000 F.

ARTICLE 7 : CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 francs), divisé en CINQ CENTS PARTS SOCIALES (500 parts sociales) de CENT FRANCS (100 francs) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500, et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

* A Monsieur Gérard SEGUIN, à concurrence TROIS CENT SOIXANTE QUINZE PARTS SOCIALES (375 parts sociales) numérotées de 1 à 375 ci,.....	375 parts
* A Madame Marguerite GELIN, à concurrence CENT VINGT QUATRE PARTS SOCIALES (124 parts sociales) numérotées de 376 à 499 ci,.....	124 parts
* A Madame Georgette PORNON, à concurrence de UNE PART SOCIALE (1 part sociale) portant le numéro 500 ci.....	1 part
*** Total égal au nombre de parts composant le capital social soit CINQ CENTS parts sociales, ci.....**	**500 parts**

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

ARTICLE 8 : AUGMENTATION DU CAPITAL

1 - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes. L'augmentation est réalisée dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et les présents statuts.

2 - Si l'augmentation du capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droit nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 : REDUCTION DU CAPITAL

1 - Le capital social pourra être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et les présents statuts.

2 - Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III
PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 10 : PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées pas des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modifiant le capital social et des cessions régulièrement consenties.

2 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social, et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement, le cas échéant, les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3 - Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. A défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propropriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit leur être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié ou faire l'objet du dépôt d'un original de l'acte au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de l'une de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés. Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit à des tiers étrangers à la société, ainsi qu'aux ascendants et descendants et aux conjoints qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte-tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent , dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant sauf convention contraire entre les parties.

Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant. L'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit, en conséquence, notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues selon les dispositions de l'article 2078 alinéa1er du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - Transmission par décès ou par suite de liquidation de communauté

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants-droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants-droit et conjoint survivant sont soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants-droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous acte notariés établissant cette qualité.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus des présents statuts.

3 - Décès - Incapacité - Liquidation de biens - Faillite personnelle d'un associé

Le décès, l'incapacité, la liquidation des biens ou la faillite personnelle d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société. Toutefois si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

TITRE IV
GERANCE

ARTICLE 12 : NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, pour une durée limitée ou non de leur mandat. Les gérants autres que statutaires sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 13 : POUVOIRS DU GERANT

Dans les rapports avec les tiers, chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, opposition restant sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre interne, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision des associés prise à la majorité ordinaire, contracter des emprunts autres que les emprunts bancaires effectuer des achats, échanges et vente d'établissements commerciaux ou d'immeubles, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ou prendre des intérêts dans ces sociétés.

Les gérants peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société.

ARTICLE 14 : REMUNERATION DES GERANTS

En rémunération de ses fonctions, chacun des gérants a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 : RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 : CESSATION DE FONCTIONS

1 - Révocation

Tout gérant est révocable par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommage-intérêts. En outre, tout gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout asso-

cié.

2 - Démission - autres cas

Tout gérant a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge pour lui d'informer ses associés de sa décision, trois mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. La démission prendra effet à la date de commencement de l'exercice suivant, sauf accord contraire des associés représentant la majorité ordinaire.

Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

3 - Remplacement du gérant

En cas de cessation de fonction par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs gérants, à la diligence de l'un d'entre eux et aux conditions de majorité pévues à l'article 12.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 : DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaire quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

a - Toute assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée ou non avec avis de réception expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés à son dernier domicile connu. La convocation indique l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales ; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé.

Une feuille de présence indiquant les nom et domicile des associés et de leurs représentants ou mandataires ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents. Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

3 - Tout associé a droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

4 - Toute délibération de l'assemblée est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de réunion, les nom et prénoms, et qualités du président, les nom et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé, et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

5 - La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes. Mais la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus au paragraphe 2, alinéa 1er, ci-dessus.

6 - Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés.

ARTICLE 18 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

A cet effet, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, l'annexe et le bilan établis par les gérants sont soumis à leur approbation.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modification aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumise à agrément.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés ayant participé au vote, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité requise à l'alinéa précédent est irréductible s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, associé ou non.

ARTICLE 19 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1 - Les associés ne peuvent, si ce n'est par une décision unanime, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social ou transformer la société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions.

2 - En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 11.

3 - La transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société n'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

4 - Après l'établissement et l'approbation du bilan des deux premiers exercices, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité du capital social, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

5 - En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts la modification corrélative de l'article où figurait son nom, conséquence matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.

6 - Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Les associés peuvent décider ou autoriser notamment :

- l'augmentation du capital social par tous moyens, y compris par incorporation directe des réserves disponibles, tout associé nouveau étant agréé, le cas échéant, dans les conditions visées au paragraphe 2, ci-dessus, ou sa réduction dans la limite fixée à l'article 9.

- la division de ce capital en parts d'un taux autre que celui actuellement prévu, nonobstant l'existence de rompus, sous réserve des prescriptions légales.

- la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société.

- la fusion de la société avec d'autres sociétés constituées ou à constituer.

- la transformation en société d'une autre forme, sous réserve des dispositions des paragraphes 1, 3 et 4 ci-dessus.

- Toutes modifications à l'objet social, notamment son extension ou sa restriction.

- Toutes modifications à la répartition des bénéfices et de l'actif social.

7 - Aucune décision tendant à la transformation de la société en société d'une autre forme ne peut être valablement prise si elle n'est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société.

ARTICLE 20 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

1 - Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des compte de résultat et annexe des bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

Ce droit comporte, sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre copie.

L'associé peut se faire assister d'un expert inscri sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

2 - Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle prévue à l'article 18 ci-dessus, les documents soumis, en vertu de cet article, à l'approbation de l'assemblée, à l'exception de l'inventaire, sont adressés par la gérance aux associés avec en outre, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

L'inventaire est, pendant le même délai, tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

3 - En cas de convocation de toute autre assemblée, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Ces mêmes documents sont, pendant le même délai, tenus à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

4 - Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document, la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par les règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

1 - Les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes, à l'assemblée annuelle.

Il est statué sur ce rapport, le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Pour l'application de ces dispositions, la gérance avise le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le rapport du gérant ou du commissaire doit être établi conformément aux dispositions réglementaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent paragraphe s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

3 - Les associés peuvent, du consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant.

Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

TITRE VI

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 22 : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

Les associés peuvent, à tout moment, nommer dans les conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs commissaires aux comptes. En outre, cette nomination peut-être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dès lors que les conditions légales et réglementaires sont remplies.

ARTICLE 23 : FONCTIONS - DUREE

Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de six exercices, expirant après la réunion de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. L'exercice en cours lors de la nomination compte pour un exercice entier.

Le commissaire aux comptes nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision ordinaire des associés.

TITRE VII

EXERCICE SOCIAL

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er JANVIER et se termine le 31 DECEMBRE.

ARTICLE 25 : COMPTES SOCIAUX

1 - A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat et l'annexe. Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Elle y mentionne également les méthodes autres que celles prévues par les dispositions en vigueur utilisées, le cas échéant, pour l'évaluation des biens de la société.

2 - Le montant des engagements cautionnés ou avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le compte de résultat, l'annexe et le bilan sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

En cas de proposition de modifications, l'assemblée générale, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles, et sur rapport de la gérance, et des commissaires aux comptes s'il en existe, se prononce sur les modifications proposées.

3 - Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère. Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices. Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ils peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

ARTICLE 26 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, l'affecter en tout ou partie à tous fonds de réserve, avec ou sans destination spéciale ou le reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 27 : DIVIDENDES - PAIEMENT

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant.

Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par la gérance.

La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 28 : DISSOLUTION

1 - Dissolution à l'arrivée du terme à défaut de prorogation

La société est dissoute à l'arrivée du terme, à défaut de prorogation. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la gérance, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

Au cas où la proposition de prorogation ne réunirait pas la majorité requise pour la modification des statuts, les associés opposants s'obligent à céder leurs parts aux associés voulant proroger, si ces derniers le leur demandent, le prix et les conditions de paiement étant fixés amiablement, ou, à défaut d'accord, à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. La cession devra intervenir dans un délai de trois mois suivant la date de l'assemblée ayant constaté le rejet de la proposition de prorogation. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande des cessionnaires, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La décision des associés sera, dans tous les cas, rendue publique.

2 - Dissolution anticipée

- La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société : tout intéressé peut demander la dissolution si l'associé unique ne s'est pas adjoint au moins un associé dans le délai d'un an. Le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu. L'associé unique peut, à tout moment, dissoudre la société par déclaration au greffe du Tribunal de Commerce.

- Si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital, les associés, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décident s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée, au plus tard lors de la clôture du second exercice suivant celui au cours duquel les pertes ont été constatées, à moins que dans ce délai l'actif net ait été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

- La dissolution peut être décidée à tout moment par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ou par décision judiciaire pour justes motifs.

- La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés. Elle ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes s'il en existe.

ARTICLE 29 : LIQUIDATION

1 - Ouverture - Effets

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, sa dénomination sociale est suivie de la mention " Société en liquidation".

Cette mention, ainsi que les noms du ou des liquidateurs , doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, et notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

2 - Désignation des liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société, sauf à l'égard des tiers pour lesquels elles prennent fin après accomplissement des formalités de publicité de la dissolution. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, parmi les associés ou en dehors d'eux, détermine leurs fonctions et fixe leur rémunération. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

3 - Pouvoirs des liquidateurs

La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément. Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans cette société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et, s'il en existe un, le commissaire aux comptes dûment entendus ; en outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendant ou descendant, est interdite.

4 - Fin de la liquidation

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat, et pour constater la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire pour procéder à la convocation.

L'actif net est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts sociales. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

TITRE IX

CONTESTATIONS

ARTICLE 30 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever en cours de vie sociale comme pendant la liquidation, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations sont faites régulièrement à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

STATUTS MODIFIES PAR UNE AGE EN DATE DU 5 AVRIL 2001

COPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL

LA GERANCE